

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 18

26^e année • jeudi 4 mai 2023

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

UN 1^{er} MAI DE TOUS LES COMBATS



OLIVIER VOGELSANG

Manifestant pour de meilleurs salaires et des rentes plus élevées, ainsi que pour l'égalité entre les femmes et les hommes, des dizaines de milliers de personnes ont participé à la Fête du travail célébrée dans une cinquantaine de localités du pays. Temps forts en Suisse romande. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

Les salaires au cœur de la lutte

Sonya Mermoud

Pouvoir vivre décemment de son travail. Parvenir, à la retraite, à tourner avec sa rente. Inverser la dynamique d'un pouvoir d'achat qui ne cesse de s'éroder. Concrétiser l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces exigences, tout sauf exagérées, ont constitué le socle des revendications portées ce 1^{er} Mai. Célébrée dans plus de 50 villes de Suisse sous des cieux capricieux, réunissant des dizaines de milliers de personnes, la Fête du travail a servi de vitrine aux principales batailles syndicales en cours. Celle des salaires d'abord. Qui, examinés sous le prisme du renchérissement du coût de la vie, avec une inflation de quelque 2,8% concrétisée par l'envolée des prix, des primes d'assurance maladie et des loyers, ont accusé une baisse réelle de près de 2% l'an passé. Une situation particulièrement problématique pour les bas revenus qui

n'ont souvent obtenu que des miettes lors des dernières négociations salariales. A l'image du personnel de l'hôtellerie-restauration, du commerce de détail, des services postaux, de livraisons express, etc. Il s'agit désormais d'enrayer le recul des pertes; de se mobiliser en faveur de hausses significatives et de la pleine indexation des salaires; d'exiger une juste redistribution des gains de productivité aux forces vives qui les génèrent; de mettre un terme à la spirale d'appauvrissement de la classe laborieuse inférieure et moyenne qui compte toujours moins d'argent dans le porte-monnaie. Dans ce contexte, les syndicats mènent l'offensive: pas de salaires en dessous de 5000 francs pour les personnes au bénéfice d'un apprentissage et de 4500 francs pour tous. Le besoin de rattrapage des rémunérations se fait particulièrement sentir dans les branches à majorité féminine. Mais aussi dans le second œuvre romand où les collaborateurs du secteur n'ont pas bénéficié, depuis une décennie, d'une revalorisation salariale. Réunis à Lausanne, ils ont crié leur colère, plus que légitime. Et affiché leur détermination à obtenir de meilleures conditions de travail.

Ce 1^{er} Mai a également fait office de caisse de résonance aux luttes menées pour des retraites dignes. Avec, en ligne de mire, la bataille pour une 13^e rente AVS et celle contre la révision de la LPP 21. Une réforme injuste, combattue par référendum, qui exige des actifs de cotiser davantage... pour toucher moins de rentes.

Au cœur des manifestations encore, la question récurrente de l'égalité. Les femmes gagnent toujours en moyenne 20% de moins que les hommes. Elles sont pénalisées durant leur parcours professionnel, assumant généralement la garde des enfants et l'aide aux proches. Avec souvent des conséquences financières désastreuses à l'heure de la retraite. Le 1^{er} Mai a, dans ce sens, résonné comme le prélude à la Grève féministe du 14 juin. Un appel à la mobilisation. Les revendications pour de meilleures rentes et rémunérations, ainsi que la fin des discriminations salariales entre les sexes ont retenti lundi dernier avec une acuité particulière, alors que des centaines de milliards de francs ont été injectés inconditionnellement dans la place financière et le sauvetage de grandes banques; que la faïtière patronale propose, pour pallier le manque de main-d'œuvre, d'allonger les heures de travail et l'âge de la retraite plutôt que de rendre les métiers concernés plus attractifs. Autant d'injures faites aux classes laborieuses et militantes unies sous la bannière d'indispensables progrès sociaux. Combative, la Fête du travail n'a pas failli à ses visées conviviales, offrant aux participants un moment festif et de partage. Un espace d'échanges et de rencontres propre à souder les troupes et à maintenir vivace la flamme d'un engagement plus que jamais nécessaire pour contrer les attaques de la majorité bourgeoise et peser sur des employeurs qui n'entendent pas bourse délier... ■

PROFIL



Frédérique Zahnd, le mythe pour parler du climat.

PAGE 2

CONSTRUCTION

Les travailleuses demandent du respect.

PAGE 3

GENÈVE

Campagne lancée pour la création de 1000 emplois.

PAGE 5

CREDIT SUISSE

Les racines du risque fatal.

PAGE 10

Sonya Mermoud

Le mythe, pour parler du climat: voilà le choix opéré par Frédérique Zahnd, professeure de littérature au gymnase de Morges, qui signe *La nouvelle Antigone*. Parue au début de l'année, sa pièce de théâtre revisite la tragédie de Sophocle à travers le prisme du désastre environnemental en cours. Elle donne à sa protagoniste le rôle d'une militante écologiste active dans un mouvement de désobéissance civile. Un projet littéraire et politique inspiré par l'engagement de l'auteure (et de ses enfants) au sein d'Extinction Rebellion (XR). «Comme Antigone brave l'interdit du roi au nom d'une loi divine, les activistes bravent les lois de leur pays au nom d'un enjeu plus brûlant qu'à aucun moment de l'histoire puisqu'il s'agit désormais de défendre la vie sur Terre...» souligne cette Franco-Suisse de 61 ans. Elle a été condamnée à 300 francs d'amende et 30 jours-amende avec sursis pendant trois ans pour avoir participé en 2019 à des blocages en faveur des trois revendications d'XR, à savoir une communication honnête sur le changement climatique, la création d'une assemblée citoyenne et la neutralité carbone en 2025. «Nous irons au Tribunal fédéral et jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme au besoin», indique l'écologiste, qui fait partie des prévenus du «procès des 200». Un passage devant la justice qui lui laisse un goût amer. «Quelle perte de temps, quel gaspillage d'argent public, quelle absurdité!» souligne la militante, insistant sur les alertes répétées du GIEC, les COP qui se succèdent en vain, «ligotées, noyautées par les intérêts financiers, tandis que la terre suisse se dessèche et qu'on abreuve maintenant les vaches dans les alpages par hélicoptère... «C'est l'ultralibéralisme qui est radical, ce sont eux les extrémistes, non les actions pacifiques d'XR. Dans la situation où nous sommes, la désobéissance civile est légitime et vitale», ajoute Frédérique Zahnd, dénonçant encore le fait que des «jeunes doivent faire le boulot de l'Etat: nous protéger».

DÉVALORISATION EN PERMANENCE

La sensibilité de la sexagénaire à l'environnement plonge ses racines dans l'enfance. «Mes parents avaient déjà conscience des déprédations de la nature et de la biodiversité, de l'empoisonnement de l'air et des sols. Nous mangions bio bien avant la mode», se souvient la native de Pontarlier. «Nous passions pour des originaux», sourit Frédérique Zahnd, qui poursuivra sur la lancée écologique familiale en inscrivant ses enfants à l'école Steiner. Son intérêt pour les questions féministes s'exprime, lui, tardivement, à la suite de son divorce en 2015, de l'avènement du mouvement #MeToo, ou encore de lectures comme *King Kong théorie*, de Virginie Despentes, «à la parole décapante». «Ce sont mes filles qui ont attiré mon attention sur la problématique. Cette dévalorisation en permanence qui me hérisse aujourd'hui, je ne la voyais pas avant, je l'avais intériorisée», note encore celle qui a vécu, jusqu'à sa séparation, dans l'ombre

d'un mari brillant. Aujourd'hui, la professeure s'engage pour les droits des femmes et se réjouit de la Grève féministe du 14 juin.

LE COURAGE DE SES CONVICTIONS

«Le combat prioritaire? Protéger les filles», déclare Frédérique Zahnd, insistant aussi sur le fait que, «dans beaucoup de milieux, les garçons bénéficient d'un droit d'exister aux dépens des filles». Questionnée sur une de ses peurs, la militante confie craindre «l'assurance de certains hommes».

Pour elle, l'écologie et le féminisme relèvent de la même aspiration à la justice, et elle défend ces causes dans un «enracinement chrétien». Car elle s'affiche comme catholique. «Il faut avoir du courage pour en parler, affronter les moqueries et se montrer suffisamment sûre de soi», affirme la croyante, qui s'est tournée vers la religion à la suite de rencontres avec «des prêtres intelligents et bienveillants». Sa foi ne l'empêche pas pour autant de porter un regard critique sur l'Eglise et «ses contradictions». «Une Eglise enta-

chée de scandales, où les clercs – tous des hommes – font le contraire de ce qu'ils disent, une religion qui a validé l'épuisement des ressources, la marchandisation des animaux, en laissant entendre que les humains peuvent se servir sans limite de la Création». Une Eglise, avant tout, qui manque de femmes, dénonce-t-elle encore. Cette situation l'a conduite à devenir membre du Comité de la Jupe, créé par les journalistes Anne Soupa et Christine Pedotti, et qui défend l'égalité des rôles entre hommes et femmes dans

l'Eglise catholique, comme dans toutes les religions. «L'Eglise est diverse», dit-elle. Et la chrétienne se place «sous la bannière du Christ, du pape François et des catholiques de gauche».

L'ESPÉRANCE, SON MAÎTRE-MOT

Trouvant son bonheur auprès de ses enfants et dans l'écriture, émue par le son de la pluie sur un toit et par le parfum de la glycine, Frédérique Zahnd veut croire que l'homme n'est pas seulement un loup pour ses semblables. Quand bien même «le mal saute aux yeux, beaucoup de décisions sont prises à l'encontre des faibles» et les risques de dépression, d'éco-anxiété, dans cette période jugée noire, sont bien réels. «Ces états traversés, il s'agit de se retrousser les manches, ensemble, unis par un esprit de solidarité collective qui agit comme une protection psychique», lance cette optimiste, qui se définit encore comme une personne distraite, lente, mais avec une énergie inépuisable. Une activiste constamment animée par l'espérance, son maître-mot, agissant comme un moteur. Frédérique Zahnd est en effet persuadée que, si «le visible est désespérant, l'invisible, soit l'amour, triomphera»... ■



Frédérique Zahnd s'est engagée sur un chemin militant, l'espérance en bandoulière.

«LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE EST LÉGITIME ET VITALE»

Militante écologiste, féministe et catholique, Frédérique Zahnd vient de publier une pièce de théâtre consacrée à la question climatique et à l'engagement

LES TRAITS TIRÉS

Vincent

EN ROUTE VERS LA GRÈVE DES FEMMES



POUR PLUS DE RESPECT SUR LES CHANTIERS!

Lors d'une assemblée inédite, les travailleuses du bâtiment d'Unia ont revendiqué de meilleures conditions de travail et d'hygiène, ainsi que la fin du sexisme

Manon Todesco

Le 22 avril, des femmes actives dans les métiers du bâtiment se sont réunies pour la première fois à Berne à l'occasion d'une assemblée organisée par Unia. Peintres, plâtriers, électriciennes ou encore maçonnes, elles se sont rassemblées pour faire le point sur le résultat de l'enquête* menée par le syndicat, de décembre à mars, relative aux pré-occupations des femmes dans ces branches. Environ 300 participantes ont répondu aux questions sur les conditions d'hygiène, sur la conciliation entre travail et vie privée, sur la discrimination et le harcèlement sexuel et sur les salaires. Globalement, le sondage montre que les conditions de travail sont difficiles, notamment à cause du défaut d'hygiène, et qu'il y a un manque de respect et de reconnaissance pour le travail que les employées accomplissent.

RENDICATIONS

Plus en détails, elles sont 73% à exiger des toilettes propres avec de l'eau courante et des poubelles. Sur la question du harcèlement moral et sexuel, la moitié d'entre elles en subissent de temps en temps et souvent, et 4% en subissent tout le temps. «Les agressions sont surtout perpétrées par des employés d'autres entreprises, mais aussi par des clients, des collègues et des supérieurs», précise Unia dans le bilan de l'enquête. «Dans les commentaires, les femmes ont rapporté des dévalorisations – “Tu n'es pas assez forte pour ça” – un manque de respect, des propos sexistes, des blagues et des remarques sur leur apparence et leur corps.»

Quant à la violence sexualisée, qui implique des attouchements ou des appels de harcèlement, un quart en ont déjà été victimes sur leur lieu de travail, dont 3% de manière récurrente.



CHRISTIAN CAPACIO/UNIA

Des travailleuses du bâtiment, engagées aux côtés d'Unia pour défendre leurs droits.

Face à ces chiffres inquiétants, 82% des sondées demandent à Unia d'agir contre le mobbing, le harcèlement et les violences sexuelles et sexistes au travail. «Les employeurs ont de toute façon l'obligation de protéger leurs employées contre ce phénomène: l'article 4 de la Loi sur l'égalité interdit le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Si une entreprise ne fait rien, elle peut être poursuivie», rappelle le syndicat.

Les travailleuses présentes à l'assemblée ont adopté une résolution de la région de Genève qui exige, entre autres, que les problèmes du harcèlement sexuel et de la violence sexualisée dans les métiers du bâtiment doivent être abordés dès l'apprentissage.

GAGNER PLUS

Une autre grosse revendication concerne les salaires, qu'elles souhaitent meilleurs pour toutes et tous. Les 92,2% des femmes interrogées sont favorables à un salaire égal pour le même travail. Elles sont par ailleurs 83% à estimer qu'il est important, voire très important, que des rémunérations plus élevées soient versées après l'apprentissage. Sans oublier les personnes

disposant d'une longue expérience professionnelle qui devraient, selon 60% des sondées, urgemment toucher des salaires plus élevés. Par ailleurs, elles ont été nombreuses (90%) à souhaiter une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle. A noter que 78% d'entre elles travaillent à plein temps. De même, les femmes du bâtiment plébiscitent la réduction du temps de travail hebdomadaire (70%) ainsi qu'une extension des congés de maternité (83%) et de paternité (86%). Enfin, elles sont 72% à être prêtes à donner une partie de leur salaire pour permettre une retraite anticipée.

ALLER PLUS LOIN

Les conditions de travail doivent être améliorées d'urgence, estime Unia, qui appelle les employeurs à respecter les besoins et les préoccupations des femmes sur les chantiers. «Leurs revendications sont importantes pour elles-mêmes, mais aussi pour leurs collègues masculins», souligne le syndicat. La grève du 14 juin prochain sera une occasion de rendre visibles ces revendications, mais l'engagement d'Unia pour que celles-ci soient entendues et

mises en œuvre ira au-delà. «Ces thèmes seront relayés lors des conférences de branche, puis inscrits dans des cahiers de revendications que nous défendrons lors des négociations avec les associations patronales», assure Bruna Campanello, coresponsable du secteur Arts et métiers et membre du comité directeur d'Unia. Plusieurs conventions collectives de travail sont en cours de négociations, ou vont l'être, comme celle du second œuvre romand, des techniques du bâtiment ou de l'électricité. «La question des toilettes, cruciale pour les femmes comme pour les hommes, est déjà sur le tapis», confirme la responsable syndicale. Et de conclure: «La pénurie de main-d'œuvre est massive dans ces métiers. L'une des solutions serait que les femmes viennent travailler sur les chantiers, mais pour cela, il va falloir améliorer les conditions de travail, pour toutes et tous! C'est le bon moment pour changer les choses.» ■

* Les résultats de l'enquête sont disponibles sur: unia.ch/fr/campagnes/vous-les-femmes-sur-les-chantiers



OLIVIER VOGEL/SANG

Vente: engagements pluriels

Réunis en conférence de branche, une soixantaine de travailleuses et de travailleurs de la vente revendiquent davantage de respect, de temps et d'argent

Sonya Mermoud

«Nous avons eu des discussions très intéressantes, de grande qualité, avec des personnes très engagées.» Coresponsable de la branche du commerce de détail d'Unia, Anne Rubin relate en quelques mots l'atmosphère qui a prévalu lors de la dernière réunion des déléguées et des délégués du secteur, le 25 avril dernier à Berne. Cette rencontre annuelle a réuni une soixantaine de salariés du domaine qui ont revendiqué davantage de respect, de temps et d'argent, dénonçant des rémuné-

rations faibles et des horaires flexibles. L'assemblée a souligné que l'extension d'horaires d'ouverture était synonyme pour le personnel de journées plus longues et souvent fragmentées, le privant d'un temps suffisant de repos. Et propre à le rendre malade. Une situation portant aussi préjudice à la vie familiale et sociale. «Les parents voient à peine leurs enfants le matin et terminent leur journée de plus en plus tard. On dispose de moins de temps pour les amis», a rapporté Unia dans un communiqué.

La question des salaires dans cette branche majoritairement féminine – à l'exception des postes dirigeants souvent occupés par des hommes, note le syndicat – a, elle aussi, largement alimenté les débats. L'assistance a souligné que les rémunérations à plein temps ne suffisent souvent pas à joindre les deux bouts. Selon le syndicat, plus d'un quart des personnes actives dans le domaine – comptant au total quelque 320 000 employés – gagne moins de 4500 francs par mois. Et plus de la moitié ayant effectué un apprentissage n'atteint par les 5000 francs.

NON À LA BAISSE DES RENTES

«Les vendeuses et les vendeurs réclament une revalorisation durable de tous les salaires et la pleine compensation du renché-

rissement.» Les représentants du commerce de détail demandent par ailleurs un changement de cap au niveau du temps de travail. Plus concrètement, ils se positionnent en faveur d'une durée d'activité plus courte sans perte de salaire. Ils exigent un temps de présence au travail raccourci et moins de flexibilité à leur détriment.

La rencontre a également permis aux participants d'évoquer la baisse des rentes décidée par le Parlement à majorité bourgeoise dans le cadre de la réforme de la Loi sur la prévoyance professionnelle. Les délégués ont soutenu à l'unanimité le référendum, dénonçant les promesses non tenues des autorités en la matière. Une situation qui pénalise en particulier les bas revenus, dont nombre de femmes. «Le personnel doit aussi pouvoir vivre dignement à la retraite.»

La conférence de branche a encore abordé le sujet de la Grève féministe du 14 juin. Et fustigé le fait que, malgré la mobilisation massive des femmes en 2019, «trop peu de choses ont changé dans le monde du travail». Dans ce contexte, les déléguées et les délégués s'organisent avec leurs collègues, y compris les hommes solidaires, dans leurs entreprises respectives. Et ont affirmé qu'ils seront prêts pour cette prochaine échéance afin que «l'égalité avance au lieu de reculer». ■



THIERRY PORCHET

L'assemblée a listé ses solutions pour améliorer les conditions de travail dans le secteur du commerce de détail.

L'ÉCART SALARIAL SE CREUSE

Le salaire réel des Suisses a diminué de près de 2%. C'est ce qu'a confirmé l'Office fédéral de la statistique la semaine dernière. Si l'indice suisse des salaires nominaux a augmenté en moyenne de 0,9% en 2022, le taux d'inflation annuel moyen de +2,8% (contre +0,6% en 2021) signifie que les salaires réels ont baissé de 1,9%. Le renchérissement est lié principalement à la hausse des prix du gaz, des produits pétroliers, des voitures et des loyers. Seule la branche «Cokéfaction et raffinage, industries chimiques et pharmaceutiques» a bénéficié d'une évolution positive des salaires réels. L'Union syndicale suisse (USS) analyse: «En comparaison sectorielle, ce sont précisément les branches dans lesquelles les salaires sont plutôt bas qui s'en sortent moins bien, comme l'hôtellerie-restauration, les services postaux, de messagerie et de livraison express, le commerce de détail ou la construction.» L'Office fédéral de la statistique met également en exergue l'augmentation de l'inégalité salariale entre femmes et hommes: les salaires nominaux des premières ont moins augmenté que ceux des hommes, 0,8% contre 1,1%. Et ce, alors que les femmes touchent toujours en moyenne 1500 francs de moins par mois (à plein temps), comme l'indique l'USS, qui conclut: «Les salaires doivent impérativement augmenter. Un premier pas dans cette direction a pu être obtenu avec la négociation d'augmentations salariales de près de 2,5% pour l'année 2023. Mais une politique salariale un tant soit peu équitable présuppose la compensation du renchérissement plus une participation aux gains de productivité. Le besoin de rattrapage en matière de salaires est donc important. Et il est particulièrement élevé chez les femmes, qui ont souvent des emplois impliquant de grandes responsabilités pour des salaires dérisoires. Le 14 juin, dans le cadre de la grève féministe, elles montreront clairement qu'il faut que les choses bougent sérieusement en Suisse.» ■ AA

QUAND LA NOVLANGUE MANAGÉRIALE CRÉE DU MAL-ÊTRE AU TRAVAIL

Une chercheuse a exploré les nouveaux discours cherchant à mobiliser les salariés afin de les mettre au service des objectifs des organisations et du capitalisme néolibéral

Propos recueillis par Céline Ovadia

Combien de «plans de sauvegarde de l'emploi» sont annoncés au lieu de «plans de licenciements»? Combien de fois entend-on le verbe «s'investir» lorsqu'on évoque des heures supplémentaires non rémunérées? Ou celui de «libérer» quelqu'un de son travail plutôt que le licencié? Ou encore «se réaliser» via l'atteinte des objectifs organisationnels? Tels sont quelques exemples de leurres parmi les multiples outils du langage managérial et de l'impératif gestionnaire qui masquent la réalité de la violence sociale.

Dans son ouvrage *La novlangue managériale. Emprise et résistance*¹, Agnès Vandeveldt-Rougale, docteure en anthropologie et en sociologie, a exploré les processus de ce discours dominant et mondialisé. Lors d'une discussion organisée à Paris par le Réseau Souffrance et Travail², créé par la psychanalyste Marie Pezé, la chercheuse a expliqué comment cette novlangue et certaines méthodes de management diffusent une souffrance qui ne peut s'exprimer. A la suite de cette conférence, Agnès Vandeveldt-Rougale répond à nos questions.

QUESTIONS RÉPONSES

Dans votre livre, vous décrivez un discours qui enferme le monde du travail dans un diktat du tout rentable, de la performance, de l'évaluation, etc. Vous comparez ce processus à la propagation d'un virus. Pouvez-vous nous l'expliquer?

Je ne dirais pas que le discours managérial enferme le monde du travail dans un «diktat» au sens d'une exigence imposée de l'extérieur. Les exigences sont multiples, le monde du travail est divers, mais surtout, l'influence de ce discours est intriquée à la dynamique d'adhésion ou de soumission volontaire, qu'elle soit consciente ou non. Sous l'étiquette «discours managérial», on retrouve des discours hétérogènes mais partageant un objectif commun, celui de mobiliser les êtres humains au ser-



La chercheuse a expliqué comment la novlangue et certaines méthodes de management diffusent une souffrance qui ne peut s'exprimer.

vice des objectifs des organisations et, plus largement aujourd'hui, du capitalisme néolibéral. Dans un monde instable, les promesses de maîtrise et d'efficacité de ce discours sont particulièrement séduisantes, favorisant sa reprise et sa diffusion – des entreprises privées aux secteurs public et associatif – mais aussi son intériorisation. L'approche gestionnaire et ses mots imprègnent le quotidien et la vision que l'on porte sur soi-même, ses expériences, ses proches... C'est aussi un discours de pouvoir, ce qui renforce sa domination. On retrouve une dynamique semblable à celle d'un virus et de sa propagation: un virus utilise les structures cellulaires pour se répliquer et, de même, le discours managérial se diffuse en utilisant les structures existantes: linguistiques, psychiques, mais aussi sociales.

Les enquêtes que vous avez menées mettent au jour un vécu de mal-être au travail, voire de violence, généré par une activité de travail empêchée. Que révèlent ces risques d'empêchement? La notion d'activité, ou travail, empêchée a été développée par le professeur Yves Clot en clinique de l'activité et par le psychanalyste Christophe Dejours en psychopathologie du travail. Cette notion, c'est ne pas pouvoir se reconnaître dans ce que l'on fait, avoir l'impression de passer sa journée de travail à faire des tâches

qui ne concernent pas son métier. Par exemple, devoir consacrer du temps à des tâches administratives, au remplissage de tableaux d'indicateurs, au lieu de soigner ou d'enseigner... Cela peut générer des frustrations, de la fatigue, du découragement, des conflits éthiques ou encore un surinvestissement qui risque de conduire au burn-out.

Dans l'étude de la mise en mots d'expériences de souffrance liées à des violences au travail telles que des brimades ou du harcèlement moral, j'ai identifié une autre souffrance, celle de se sentir empêché de la dire. C'est par exemple le cas quand, pour se faire entendre du service RH, on doit mettre certains mots-clés sur son vécu. Des mots-clés qui produisent un effet en matière de procédure, mais qui tendent à masquer l'intensité du vécu et limitent la compréhension des processus en jeu. Ainsi, voir les expériences de harcèlement moral comme relevant de seuls conflits interpersonnels est très réducteur, et empêche d'interroger le contexte organisationnel et sociétal qui a permis leur développement.

L'emprise de ce discours du pouvoir envers les «non-initiés et mystifiés», que vous évoquez aussi dans *Mots et illusions: quand la langue du management nous gouverne*³, installerait l'impression de se réaliser via l'option

du développement personnel. Là encore, c'est l'organisation du travail et la souffrance qu'elle produit qui ne sont pas interrogées. Que proposez-vous comme outil de résistance?

Pour résister à l'emprise du discours managérial, il est important de sortir de sa grille de lecture et, pour ce faire, d'interroger ses mots et la réalité qu'ils dessinent. Vous évoquez plus tôt le travail empêché. Il l'est parfois par des référentiels prescriptifs en matière de «qualité». Questionner un tel mot-valise, comme invite à le faire Yves Clot, peut permettre de mettre en discussion les points de vue et les critères de ce qu'est un «travail de qualité» dans un contexte donné, de chercher des compromis tenant compte des visions des différents acteurs par exemple. Ou encore, en matière de mal-être au travail, il est utile de sortir d'une vision centrée sur l'individu et les relations interpersonnelles, pour interroger ce mal-être comme symptôme des violences organisationnelles et sociétales qui traversent les situations de travail. En bref, questionner, ouvrir le sens plutôt que de l'enfermer. ■

¹ *La novlangue managériale. Emprise et résistance*. Editions Erès, 2017.

² Site: souffrance-et-travail.com

³ *Mots et illusions: quand la langue du management nous gouverne*. Editions 10/18, 2022.

COURRIER

«FAIRE PAYSAN»

C'est certainement parce que j'ai grandi à la campagne et que j'ai eu le privilège de pratiquer le «métier de bœuvier» entre 8 et 12 ans, mais c'est aussi certainement «parce qu'on est tous filles ou fils, petites-filles ou petits-fils, ou parents de paysans» que j'ai lu d'un trait le dernier livre de Blaise Hofmann avec une réelle émotion. L'auteur a révélé que les paysans et les citadins se parlent, se comprennent, se soutiennent, construisent ensemble un monde meilleur, durable. Depuis la sortie, il y a bien longtemps du livre *Le courage de la terre*, de Louison Dutoit qui, à 80 ans, assistait à la victoire du veau d'or décimant notre société, je n'avais plus consacré assez de temps à comprendre l'évolution du monde agricole.

Nous avons tous été choqués par le nombre affolant des suicides paysans. Ils sont 40 fois plus nombreux que ceux qui arrivent dans le reste de la société. C'est un métier à risques puisque les accidents y sont trois fois plus fréquents que dans la moyenne suisse. La solitude d'un nombre important d'exploitants nous a été expliquée lorsque nous avons entendu que l'EERV avait nommé un aumônier pour leur venir en aide. La paysannerie n'a plus assez de défenseurs sous la Coupole. L'ancien PAI est depuis longtemps aux ordres d'un milliardaire. Comme les libéraux-radicaux, il a besoin que le pays respecte scrupuleusement les règles de l'OMC pour pouvoir exporter. Dès lors le prix du lait est passé de 1,07 franc en 1991 à environ 0,60 franc aujourd'hui. Dans ce bouquin, la réalité des paiements directs n'est pas oubliée pour autant.

Le livre de Blaise Hofmann nous entraîne dans toutes sortes d'exploitations diverses. Elles essaient de se diversifier, d'être résilientes, d'inventer des collaborations modernes avec les consommateurs. Mais aussi avec des manières nouvelles de se soustraire à l'exploitation des grands distributeurs. Nous apprenons que, comme il en existe dans nos grandes banques protectrices d'importants millions d'argent sale, des fuites ont prouvé que Migros et Coop dégageaient des marges sur les produits laitiers de 57%, respectivement de 46%. Ou de 67% sur une tomate vendue par Migros et 92% sur un yogourt de chez Coop. De toujours, ceux qui ont conduit les luttes ouvrières ont cherché à unir ouvriers et paysans. Mais le conservatisme crasse d'un grand nombre d'agriculteurs a été largement exploité par la grande bourgeoisie. Le paysan se sent plus entrepreneur que travailleur acharné et mal payé. La première qualification le rend plus fier que la deuxième. De toute manière, pour que nous soyons le plus nombreux possible à accorder un profond respect à ces concitoyens et ces concitoyennes qui nous nourrissent, je vous invite tous à lire *Faire paysan*, de Blaise Hofmann, paru aux Editions Zoé. ■ Pierre Aguet, Vevey

ANNONCE

FORMATIONS AUX EXAMENS PROFESSIONNELS AVEC DÉBUT DES COURS EN AUTOMNE/HIVER 2023

Inscrivez-vous dès à présent pour vous organiser au mieux! Toutes les offres et conditions sont disponibles en ligne sur formation-include.ch

**Tu te perfectionnes.
Nous réglons la facture.**



FORMATION-
INCLUDE.CH



Financé par la CCNT de
l'hôtellerie-restauration

Cuisinier/ère en diététique avec brevet fédéral*

(Condition préalable : Cheffe/chef cuisinier avec brevet fédéral ou Cuisinière/Cuisinier CFC)

Kick-off : mercredi 6 septembre 2023 à Lausanne

Début de cours : mercredi 13 septembre 2023 à Lausanne

Cuisinier/ère en diététique avec brevet fédéral Passerelle*

(Condition préalable : Cuisinier/ère en diététique avec Certificat de compétence fédéral)

Début de cours : mardi 5 décembre 2023 à Lausanne

Responsable du secteur hôtelier-intendance avec brevet fédéral

A partir de novembre 2023 (dates exactes pas encore connues), Lausanne-Crissier

*Premier cours en Suisse romande

TOUS LES COURS
GRATUITS GRÂCE
À LA CCNT

Coûts effectifs
des cours :
CHF 2'100.- à 9'120.-

POUR L'EMPLOI ET POUR LE CLIMAT!

Les Genevois voteront le 18 juin sur l'initiative «1000 emplois» qui propose de créer des postes au sein des collectivités publiques pour encourager la transition écologique. La campagne est lancée

Manon Todesco

Dans un mois et demi, les électeurs du bout du lac devront se prononcer sur l'initiative «1000 emplois», portée par les syndicats, certains partis de gauche et la Grève féministe. Pour rappel, celle-ci propose de créer au moins mille emplois au sein des collectivités publiques lorsque le taux de chômage du canton dépasse la barre des 5%. Si ce taux est moindre, le nombre de postes serait proportionnellement moins grand. Quel genre de postes? Ce serait selon les besoins: dans la santé, les transports, la petite enfance ou encore les nouvelles technologies dites «vertes». L'initiative a été balayée par le Grand Conseil l'année dernière, c'est maintenant au peuple de trancher le 18 juin prochain.

LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

Les initiants ont lancé officiellement leur campagne la semaine dernière lors d'une conférence de presse. Le leitmotiv de cette initiative est clair: s'attaquer au chômage structurel. «Il est temps de sortir de la résignation au chômage et d'offrir aux demandeurs d'emploi ce dont ils ont besoin: un emploi!» a réclamé Jocelyne Haller, membre du comité genevois d'Avenir social, l'association professionnelle suisse du travail social. Elle rappelle que quelque 30 000 personnes sont «expulsées du marché du travail par les politiques patronales de compression des coûts», cherchent un emploi ou voudraient augmenter leur taux d'activité.

Au lieu d'appliquer la préférence cantonale, l'élue invite les collectivités publiques à prendre leurs responsabilités et à créer de «vrais emplois», accessibles à tous ou pour tous les niveaux de qualification. Un véritable espoir pour les chômeurs de longue durée, notamment les plus de 50 ans et les femmes. «Pour toutes et tous, leur grand souhait, c'est de retravailler. Permettre de travailler dans des emplois utiles donne du sens à sa vie», estime Eddie Lacombe, ancien président de l'Association de défense des chômeuses et des chômeurs.

DES MILLIERS D'OPPORTUNITÉS

Ce ne sont pas les besoins qui manquent, d'après les porteurs de l'initiative. «Dans la santé, l'aide à domicile, les EMS, l'accueil préscolaire et parascolaire, l'éducation, le handicap, les services sociaux, il y a des centaines de postes à créer pour répondre aux besoins croissants d'une population vieillissante, d'une part, et de plus en plus précarisée, d'autre part», souligne Geneviève Preti, présidente du Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné. Sans oublier la nécessité d'entamer la révolution verte dans les domaines de l'énergie, de l'aménagement, des transports, de la gestion des déchets, de la formation ou encore de l'approvisionnement alimentaire. «Face à l'aggravation de la crise climatique, il y a urgence à doter les collectivités publiques aussi des *green jobs* (emplois verts, *ndlr*) dont nous avons besoin», ajoute Teo Frei, de Solidarités. Des milliers d'emplois en perspective.



Le 22 septembre dernier, les initiants avaient organisé une manifestation devant le Grand Conseil pour l'inciter à soutenir le projet, sans succès. Au peuple désormais de trancher, le 18 juin prochain.

UN PROJET SOCIAL

L'initiative «1000 emplois» est ambitieuse. Il ne s'agit pas seulement de créer de l'emploi. «Cette initiative est un projet de société qui non seulement garantit à chacun un travail, mais un travail socialement utile et valorisant pour qui l'exerce, insiste Paolo Gilardi, du Syndicat des services publics. Tout comme les profondes modifications sociétales en cours, la transition écologique exige une politique volontariste que l'Etat ne pourra réaliser sans les ressources nécessaires, y compris en termes d'emplois créés.» C'est à l'Etat, donc, d'activer ce changement. «On nous reproche de préconiser une économie planifiée, reprend Davide De Filippo, président de la CGAS. Mais que font les SIG déjà aujourd'hui? En concevant et en réalisant les réseaux structurant d'énergies de chauffage non fossiles, les SIG vont donner du travail aux entreprises privées qui, elles, devront remplacer les chaudières à mazout par des pompes à chaleur. L'Etat doit impulser la transition, mais il faut l'accélérer et lui donner les moyens de le faire, sinon du

milliard d'investissements voté par le Grand Conseil il ne restera que beaucoup de zéros alignés sur un papier, rien de plus!»

TRAVAILLER MOINS POUR VIVRE MIEUX

Le texte va plus loin, et mandate le gouvernement à encourager les entreprises à réduire la durée du travail hebdomadaire à 32 heures. L'objectif est double: créer de l'emploi et vivre mieux. «La semaine de quatre jours, certains pays la connaissent déjà ou sont en train d'y passer, tout comme un certain nombre d'entreprises en Suisse, précise Helena Verissimo de Freitas, secrétaire régionale adjointe du syndicat Unia. Tout le monde y gagne: on crée de l'emploi en le répartissant sur plus de sala-

riés, celles-ci et ceux-ci tombent moins malades, et les entreprises deviennent plus attractives.» Et Françoise Nyffeler, du collectif genevois de la Grève féministe, de poursuivre: «Partager l'emploi en diminuant le temps de travail, c'est également plus de temps pour s'occuper des enfants et des proches, et donc la possibilité de mieux répartir ce type de tâches entre les parents. Qui plus est, cela permet de corriger les inégalités de revenus résultant du temps partiel auquel sont contraintes de très nombreuses femmes.» La balle est dans le camp des électeurs... ■

POING LEVÉ

L'AVENIR D'ISRAËL EN QUESTION

Par Jérôme Béguin

C'est une mobilisation populaire sans précédent qu'Israël a connue ces derniers mois, avec des grèves et des manifestations quasi quotidiennes, forçant le Premier ministre, Benyamin Netanyahu, à geler son projet de réforme judiciaire. Formée du Likoud et de la droite radicale et suprémaciste, la coalition au pouvoir entend en effet réduire les prérogatives de la Cour suprême et donner à la Knesset, le parlement, la possibilité d'annuler ses décisions. Faute de Constitution, cette haute juridiction fait office de Cour constitutionnelle pour l'Etat hébreu, elle assure un contre-pouvoir et une protection pour les citoyens, mais aussi, dans une certaine mesure, pour les résidents des territoires occupés. Les Israéliens opposés à la réforme évoquent à juste titre un changement de régime.

La neutralisation de la Cour suprême permettrait à la droite radicale de renforcer le caractère juif de l'Etat, de poursuivre la colonisation sans entraves et d'annexer de nouveaux territoires. S'il faut saluer la mobilisation populaire, force est de constater que la question palestinienne en a été singulièrement absente. Seule une minorité de gauche a porté les exigences du respect du droit international et des droits du peuple palestinien, ainsi que de la nécessité de rechercher des solutions au conflit. Malheureusement dans l'indifférence, voire l'hostilité. Deux événements symboliques peuvent être soulignés: député arabe israélien, Ayman Odeh a été agressé verbalement et physiquement par des manifestants après avoir pris la parole lors d'un rassemblement; ancien président de l'Organisation sioniste mondiale et de la Knesset, Avraham Burg a, lui, été molesté par des soldats alors qu'il témoignait de sa solidarité aux Palestiniens après l'attaque du village de Huwara par des colons. Il faut espérer qu'une majorité d'Israéliens finisse par comprendre que la paix dans la région comme la consolidation de leur fragile et imparfaite démocratie dépendent de relations apaisées avec les Palestiniens. Ce sont bien l'occupation, la colonisation, les problèmes sécuritaires et la marginalisation des Arabes israéliens qui empoisonnent la vie politique et sociale, qui ont porté la droite radicale au pouvoir et risquent de précipiter ce changement de régime.

Quant à nous, nous pouvons contribuer à maintenir la pression internationale. Le 28 mars, à l'occasion du match de foot Suisse-Israël à Genève, des militants ont ainsi déployé des drapeaux palestiniens et distribué des tracts. Autre initiative des amis des Palestiniens, la déclaration «Apartheid Free Zone». Inspirée de la lutte anti-apartheid de l'Afrique du Sud, la démarche aborde la question palestinienne sous l'angle de la dénonciation d'une forme de racisme institutionnalisé. Une déclaration qui engage ses signataires à condamner les discriminations dont sont victimes les Palestiniens et à ne pas s'en montrer complices en refusant de coopérer avec des entreprises et des institutions qui contribuent à leur préservation. Plus de 80 organisations et établissements publics en Suisse romande ont déjà signé la déclaration, dont Unia Genève et Pôle Sud, le centre socioculturel de l'Union syndicale vaudoise à Lausanne. ■

Unia dénonce une consultation antidémocratique chez Meggitt

Alors que 70 emplois sont menacés, le syndicat réclame une élection transparente de la commission du personnel chargée de participer à la procédure de consultation

Jérôme Béguin

Unia Fribourg dénonce une procédure de consultation «antidémocratique» chez Meggitt. Le groupe britannique a annoncé le 18 avril vouloir supprimer 70 postes de travail à Villars-sur-Glâne. Le site, qui conçoit et produit des capteurs et des systèmes électroniques pour les industries aéronautique et de l'énergie, emploie 439 collaborateurs. Une commission du personnel *ad hoc* devait être mise sur pied afin de participer à la procédure de consultation pour licenciement collectif au plus tard le 24 avril. «Un groupe de travail a été formé le lendemain et dans des conditions antidémocratiques. La direction de l'entreprise a participé au dépouillement du scrutin sans un organe indépendant de contrôle. Les salariés membres des syndicats et les plus combattifs n'ont pas été élus. On se demande pourquoi», signale Yannick Ferrari, responsable du mouvement syndical à Unia Fribourg. «Selon nous, ce groupe de travail n'aurait pas d'autre fonction que de valider les licenciements et le plan social voulu par la direction. Or, dans une procé-

dure de consultation, l'entreprise doit mettre tout en place afin de permettre la créativité du personnel pour maintenir les emplois et laisser les syndicats informer correctement le personnel. Le Service de l'emploi aurait dû intervenir rapidement dans le processus afin d'organiser l'élection de la commission du personnel et de garantir que le processus démocratique et le cadre légal soient respectés. Nous allons l'interpeller, ainsi que le conseiller d'Etat en charge de l'Economie, qui a un devoir de surveillance des procédures pour licenciement collectif.» Le syndicat demande l'organisation d'une nouvelle assemblée du personnel afin de valider cette commission et de donner mandat aux syndicats de la soutenir durant la période de consultation.

UN SAVOIR-FAIRE ÉNORME

«Nous allons également recontacter la direction de l'entreprise, poursuit le syndicaliste, afin de comprendre sa volonté de laisser en dehors les syndicats. Nous voulons tenter de lui faire saisir que, si l'industrie est une branche qui se porte bien en Suisse, c'est aussi grâce au partenariat social. Si nous voulons une entreprise per-

formante, dans laquelle il fait plaisir de travailler, il faut un certain nombre de conditions, notamment une commission du personnel formée et soutenue par les syndicats, en particulier par les connaissances et les compétences d'Unia dans le domaine.» Ce projet de restructuration intervient alors que Meggitt a été racheté en septembre dernier par la multinationale étasunienne Parker Hannifin. «Les licenciements n'ont pas de sens. Il y a certes des doublons, mais l'entreprise a la possibilité d'opérer des transferts. La direction semble ne pas vouloir chercher de solutions et veut aller au plus vite. Or, le travail qui est effectué ici en vaut la peine. Il y a un savoir-faire énorme sur ce site qui a participé au développement de l'industrie aéronautique dans le monde.» Yannick Ferrari estime que les salariés qui pourraient être licenciés trouveront certainement un job ailleurs. «Mais pour des travailleurs qui ont donné dix, quinze ou vingt ans de leur vie dans cette entreprise, les liens qu'ils ont construits avec leurs collègues pendant toutes ces années n'ont pas de prix.» ■

SALAIRES, RENTES, ÉGALITÉ: UNE FÊTE DU TRAVAIL DE TOUS LES COMBATS

Des dizaines de milliers de personnes ont participé à la Fête du travail organisée dans une cinquantaine de localités du pays. Temps forts en Suisse romande

GENÈVE ENVIRON 2000 PERSONNES ONT BATTU LE PAVÉ

Manon Todesco

À Genève, la Journée internationale des droits des travailleurs a commencé à la rue Dancet en fin de matinée, devant le Monument érigé à la mémoire des Brigadistes suisses partis en 1936 pour défendre la République espagnole et combattre les armées fascistes.

La Communauté genevoise d'action syndicale a rappelé l'importance de la solidarité internationale en ce jour de luttes, apportant notamment son soutien aux Français qui se battent contre la réforme des retraites.

Indira Huilica était également présente. Sociologue et femme politique péruvienne, elle est la fille de Pedro Huilica, ancien grand leader syndical assassiné en 1992. «Le Pérou vit actuellement une lutte démocratique contre un régime qui ne cesse de violer les droits humains. Nous continuerons jusqu'à la démission du gouvernement et nous comptons sur votre solidarité!» Un moment rassembleur entre militants latino-américains, iraniens et suisses.

Place ensuite au cortège. Les manifestants ont commencé à affluer sur la place Lise-Girardin. Les personnes se retrouvent, les banderoles se déploient et les tronçons s'organisent. Une demi-heure plus tard, le coup d'envoi est lancé. Comme chaque année, ce sont les rameurs, au nombre de huit, qui ouvrent le défilé. Droit derrière eux, la banderole de tête du 1^{er} Mai, portée notamment par Helena Verissimo de Freitas, secrétaire régionale adjointe d'Unia Genève, et la socialiste Carole-Anne Kast, fraîchement élue conseillère d'Etat, donne le ton: «Prix, loyers, primes, inégalités, température, grandes fortunes: tout augmente, sauf les salaires et les rentes!»

Le défilé a pris la direction du pont du Mont-Blanc pour rejoindre le centre-ville, puis Bel-Air et a terminé sa course au parc des Bastions, en milieu d'après-midi. Au total, les syndicats genevois ont recensé près de 2000 personnes. Des habitués, et des nouveaux.

On y a retrouvé les traditionnels partis de gauche et les syndicats. Unia avait placé son slogan sous le signe du «Non à Ettlin!» et de la protection du salaire minimum. Les horlogères ont, elles, appelé à l'égalité salariale et le groupe des retraités était aussi bien représenté. La question de la réforme LPP figurait également au cœur du débat. Les collectifs féministes, en route vers la grève du 14 juin prochain, étaient bien présents.

L'association de défense des retraités (AVIVO) a marqué le coup en véhiculant les manifestants les plus âgés à bord de vélos-taxis. Sur ces derniers, on pouvait lire: «La 13^e rente, il la faut mais subito!» ou encore «1000 francs pour les rentiers les plus précaires».

Pour le volet international, de nombreux représentants de la communauté kurde ont grossi les rangs de la manifestation, de même que d'autres de la coordination latino-américaine, des militants pro-Palestiniens ou encore des défenseurs du peuple iranien.

Pas de *black bloc* cette année, ni de mouvement paysan, mais un tronçon massif de soutien à Jérôme, un jeune activiste du climat incarcéré depuis la mi-mars préventivement pour sabotage dans une gravière détenue par Holcim, dans la campagne genevoise.

La manifestation, qui s'est déroulée dans la bonne humeur, au son des tambours et de divers slogans, s'est achevée aux Bastions, où la partie festive a pris le relais. ■



SION «QUAND TROP C'EST TROP, IL FAUT SAVOIR SE RÉVOLTER!»

Sylviane Herranz

Un 1^{er} Mai décliné au féminin pour le Valais romand. Emmenées par la présidente de l'Union syndicale valaisanne, Francine Zufferey, les trois oratrices ont fait de ce moment convivial, sur la place du Scex à Sion, une première étape de la mobilisation du 14 juin.

Vice-présidente d'Unia, Véronique Polito a dit sa colère contre les attaques qui redoublent d'intensité alors qu'il y a à peine trois ans, durant la crise du Covid, on remerciait depuis les balcons le personnel soignant qui devait travailler jour et nuit, les vendeuses et les employés de la logistique qui devaient faire des journées à rallonge. «L'invisible était devenu enfin visible. Mais la réponse aux applaudissements ne s'est pas fait attendre. Fin 2021 déjà, le Parlement s'est décomplexé et a recommencé à distribuer des gifles.» Et de lister la hausse de l'âge de la retraite des femmes et les 7 milliards d'économies réalisées sur leur dos. Puis, la guerre en Ukraine avec l'explosion des prix de l'énergie, des denrées alimentaires. La hausse des primes maladie et des loyers. Et cette année, la révision de la LPP. «Et c'est à ce moment-là que KKS, notre conseillère fédérale libérale, est venue au secours de Credit Suisse et a fait le cadeau du siècle à UBS: 259 milliards de liquidités et de garanties étatiques libérés en quatre jours, sans conditions, pour sauver un système bancaire irresponsable et immoral. 259 milliards, c'est cinq fois plus que les réserves de l'AVS accumulées en 75 ans! Quatre jours, face à 75 ans...» Pour Véronique Polito, cette décision est celle de trop: «Quand trop c'est trop, il faut savoir se révolter!»

Assistante en soins et santé communautaire depuis 36 ans à l'hôpital de Sion, Marie-Pascale Zufferey du SSP a dit les énormes difficultés du personnel soignant, sa lutte permanente contre l'épuisement, les départs dans la profession. Elle a expliqué que les mesures du Conseil fédéral prises après le succès de l'initiative sur les soins ne répondent pas à l'urgence de la situation: «Il n'y a rien contre le véritable fléau du secteur de la santé: le manque d'effectifs et la pénurie de personnel. On nous propose d'être encore plus flexibles, encore plus corvéables, d'être des variables d'ajustement! On tente de réglementer les sous-dotations, c'est un cercle vicieux, les gens s'en vont, épuisés.» Elle a aussi plaidé pour le renforcement du service public, pour une caisse maladie publique et pour «du temps, du respect et des sous!».



FLEURIER UNE GUERRE DES CLASSES TOUJOURS VALABLE

Jérôme Béguin

«Travailleurs, travailleuses, ne nous laissons pas faire!» Le 1^{er} Mai a pris des accents très combatifs dans le Val-de-Travers. Salarisée de la manufacture horlogère ValFleurier et déléguée syndicale d'Unia, Catherine Comte a donné le ton durant son allocution sur la place de la Gare: «Il ne s'agit pas de fêter le travail, comme certaines personnes essaient de nous le faire croire, c'est une journée de rassemblement et de lutte de tous les travailleurs pour leurs droits», a-t-elle rappelé en préambule. Ces droits sont attaqués de toutes parts, à l'image de l'âge de départ à la retraite en France et en Suisse. Les Etats au service de la finance veulent flexibiliser le temps de travail pour les ouvriers, que nous soyons toujours à la disposition de notre patron et cela jusqu'à notre mort. La guerre des classes d'autrefois est toujours valable aujourd'hui. Alors, entre les menaces au travail, le chantage au chômage et à la délocalisation, les cadeaux fiscaux pour les riches, les inégalités de sexe, le racisme, le fascisme, «qui s'installe partout», nous avons de quoi nous révolter et c'est en luttant tous ensemble que nous pouvons gagner. «Nous devons nous battre pour des conditions de travail justes, pour des salaires décents, pour la protection sociale. La solidarité entre travailleurs est la clé de notre force collective. Nous devons nous unir et faire face aux défis mondiaux tels que le changement climatique, la pauvreté, les inégalités. Syndiquons-nous et soyons fiers d'être syndiqués!» Très applaudie, Catherine Comte a conclu son intervention en appelant à la mobilisation pour la grève des femmes. «Nous les femmes, nous ne devons plus être traitées comme de la main-d'œuvre bon marché et facilement exploitable», a-t-elle dit, en invitant les hommes à être là aussi «pour montrer votre solidarité». Prenant la parole ensuite, Cécile

Mermet, du PS du Val-de-Travers, est revenue sur la longue lutte des femmes pour l'émancipation. «Malgré les progrès accomplis, l'égalité n'est pas encore atteinte», a-t-elle souligné, en citant les inégalités salariales, la difficulté à concilier vie de famille et vie professionnelle, les stéréotypes de genre ou encore la violence à l'égard des femmes. «Il faut batailler, il faut s'obstiner.» Rendez-vous est donc pris le 14 juin. Une pause prolongée sera organisée dans les usines du Val-lon avec un rassemblement à Fleurier. Secrétaire syndicale d'Unia Neuchâtel, Derya Dursun espère rassembler un demi-millier de personnes.

Représentante du POP neuchâtelois, Léa Aligisakis, a, de son côté, insisté sur la nécessité de l'unité du mouvement social: «La droite n'arrête pas sa politique aux divisions de genre ou d'âge qu'elle aime cependant nous appliquer pour mieux nous diviser. Les travailleurs, n'oublions pas que cela comprend aussi les personnes en formation, celles et ceux qui effectuent un travail non payé, les chômeurs et les retraités.» Tandis que Mathias Bobillier, étudiant en soins infirmiers et président des Jeunes POP neuchâtelois, a lui, fustigé le sauvetage de Credit Suisse: «Pendant que les milliards pleuvent sur les banques, le Parlement refuse d'indexer les rentes AVS au coût de la vie.»

Après ces discours, en écoutant des chansons révolutionnaires et populaires, les participants ont eu le loisir de s'attabler entre copains et camarades. Les syndicalistes d'Unia et les militants du POP proposaient une paella et leur traditionnelle soupe aux pois; pendant que sur le stand du PS, on pouvait signer la nouvelle initiative cantonale «Primes maladie: stop à la hausse». Près de 80 personnes se sont pressées au 1^{er} Mai du Val-de-Travers. Dans le reste du canton, des cortèges se sont élancés dans les rues de Neuchâtel et du Locle. ■

LAUSANNE LE SECOND ŒUVRE ROMAND EN TÊTE DU DÉFILÉ

Aline Andrey

Plus de 500 personnes ont défilé dans les rues de la capitale vaudoise en fin d'après-midi. Un cortège particulièrement bruyant et festif, entre revendications, tambours, sifflets et chorale anarchiste. La manifestation était aussi intergénérationnelle, féministe avec la grève du 14 juin en ligne de mire, anticapitaliste et écologiste. Les syndicats, les partis de gauche et les collectifs solidaires ont appelé à un renforcement de l'AVS, à l'égalité salariale, à un salaire minimum cantonal, à la solidarité internationale notamment avec le peuple kurde... En tête de cortège, les Tambours de Monthey étaient suivis d'un camion transportant une râpe géante à l'intention du patronat du second œuvre, ainsi qu'une toilette ToiToi accompagnée d'une banderole: «Voilà où finissent nos revendications salariales depuis 10 ans».

Peu avant le cortège, une assemblée générale a réuni plus d'une centaine de charpentiers, de menuisiers, de plâtriers-peintres, de carreleurs et de poseurs de sol de toute la Suisse romande. Un petit air de grève de la construction planait dans l'assemblée écœurée par les conditions de travail déléteries dans la branche et la stagnation des salaires depuis une décennie. En préambule, Aldo Ferrari, coresponsable du secteur des Arts et métiers et responsable du second œuvre romand d'Unia, a rappelé les origines de la fête du 1^{er} Mai. Soit la grève des 400 000 travailleurs et travailleuses à Chicago en 1886, dont certains ont payé de leur vie pour avoir défendu les droits syndicaux.

Le responsable syndical a fait un état des lieux du début des négociations avec le patronat dans le cadre du renouvellement de la Convention collective de travail du second œuvre romand (CCT-SOR), à laquelle sont soumis quelque 25 000 salariés des métiers du bois et de la peinture. Il a souligné l'importance d'une meilleure CCT pour lutter contre la pénurie de travailleurs qualifiés, pourtant essentiels dans la transition énergétique pour faire face au défi climatique. Or, la branche

manque de main-d'œuvre, comme l'a rappelé Bruna Campanello, coresponsable du secteur des Arts et métiers au niveau national et membre du comité directeur d'Unia, en précisant qu'un tiers des places d'apprentissage restent vides.

Yannick Egger, membre de la direction du secteur des Arts et métiers d'Unia, a renchérit: «C'est déjà un acte de résistance que d'être là. Votre mobilisation, dans la rue et dans vos entreprises, est essentielle pour faire avancer les négociations! Aujourd'hui, ce n'est qu'une première étape.»

Guillaume Racloz, charpentier et président du comité romand d'action des salariés du second œuvre, a pris la parole devant ses collègues attentifs: «Cela fait longtemps que j'attendais ce 1^{er} Mai unitaire. Nous pouvons ainsi montrer nos exigences et notre détermination à nos patrons et à nos collègues qui ne sont pas venus aujourd'hui. Nous irons jusqu'au bout.» Plus tard, au cœur de la manifestation, sur la place de l'Europe, il s'est fait le porte-parole de ces ouvriers qui, «depuis plus de dix ans, voient leurs conditions de travail se détériorer sous le coup de la pression des cadences, des délais et du manque de moyens techniques, qui pourraient soulager la rudesse des conditions de travail», comme «porter à répétition des charges lourdes sur des terrains accidentés, voire carrément acrobatiques, et cela qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il neige! Sans oublier l'exposition au bruit, à la saleté et aux risques d'accidents, trop souvent augmentés par le manque d'organisation, la volonté d'économies stupide et le manque de considération total sur ces problèmes!»

Guillaume Racloz a aussi exigé une véritable revalorisation des salaires, une amélioration des conditions de travail et une meilleure protection sur les chantiers «des effets déléteries de la concurrence irraisonnée et des profits à tout prix». Ce néolibéralisme a été dénoncé tout au long de la manifestation. ■



SAIGNELÉGIER UNE FÊTE AUX COULEURS FÉMININES

Ouvert par des femmes en lutte, l'important cortège du 1^{er} Mai interjurassien qui s'est déployé dans les rues de Saignelégier a réuni quelque 300 personnes. Le défilé a été marqué par des exigences d'égalité entre femmes et hommes ainsi que par la volonté d'obtenir de meilleurs salaires et d'assurer des retraites décentes. A l'heure des discours, une douzaine de militantes sont montées sur scène pour appeler à la grève des femmes du 14 juin, énonçant tour à tour les revendications et les dénonciations qui marqueront cette manifestation d'ampleur nationale. ■ PN



FRIBOURG EN PRÉSENCE DE RETRAITÉS DÉTERMINÉS



La question des salaires a figuré au cœur de la manifestation fribourgeoise qui a rassemblé quelque 300 personnes. Aux militants syndicaux, se sont joints d'autres collectifs dont les Aînés pour le climat et la Grève féministe appelant à la mobilisation du 14 juin. A noter, dans le cortège, la présence des retraités d'Unia réunis derrière une banderole de leur confection.

FRIBOURG VEUT AUSSI UN SALAIRE MINIMUM

L'Assemblée des délégués d'Unia Fribourg demande le lancement d'un salaire minimum cantonal

Textes Aline Andrey

Fort des exemples de Neuchâtel, du Jura, de Genève, du Tessin et de Bâle-Ville dans l'introduction d'un salaire minimum cantonal, et tandis que le Valais vient de lancer une initiative dans ce sens, Fribourg pourrait leur emboîter le pas. C'est du moins ce que demande l'Assemblée des délégués d'Unia dans une résolution adoptée le 22 avril dernier. Le texte souligne que «toutes et tous doivent pouvoir vivre dignement de leur travail», que «maintenir dans l'indigence ses employés par des salaires miséreux doit être une faute aux yeux de la morale et de la loi», et que «si les politiques actuellement en place sont incapables de faire appliquer ces principes simples, il appartient alors à la société civile de changer les lois». Précisions, en marge de l'Assemblée, avec François Clément, cosecrétaire régional.

Pourquoi lancer une initiative pour un salaire minimum maintenant?

Avec l'inflation galopante actuelle, la situation des travailleuses et des travailleurs s'est encore détériorée, alors qu'ils étaient déjà plus de 150 000 *working-poor* en Suisse avant la crise. Dans le canton de Fribourg, nous n'avons pas encore de chiffres, mais notre initiative touchera des milliers de personnes. C'est deux fois inadmissible: des patrons s'enrichissent sur le dos de gens qui travaillent dur et sont si mal payés qu'ils doivent recourir à l'aide sociale pour boucler les fins de mois. Et cette aide est payée par nos impôts. Des employeurs volent donc leurs employés et la société. C'est ce scandale qui motive les délégués d'Unia à demander un salaire minimum. Nous allons ainsi prendre contact avec nos différents alliés, des différents syndicats et des partis politiques, pour construire une coalition et lancer une initiative cantonale.

Quel serait le montant du salaire minimum à Fribourg?

Nous devrons le discuter au sein de la coalition. A titre d'exemple, la grève féministe préconise 25 francs l'heure,



THIERRY PORCHET

L'introduction d'un salaire minimum à Fribourg profiterait à des milliers de personnes.

l'USS 4500 francs par mois... D'autres cantons ont introduit un salaire minimum sans que ce soit la fin du monde annoncée par la droite. Notons que la motion Ettlin, qui veut que le salaire des CCT de force obligatoire prime,

outrepasse les pouvoirs cantonaux, et représente par conséquent une remise en question du fédéralisme suisse. Mais nous allons nous assurer de la primauté de la loi cantonale. ■

CHANGEMENT À LA TÊTE D'UNIA FRIBOURG

L'Assemblée des délégués d'Unia Fribourg, le 22 avril dernier, a été aussi l'occasion pour la cinquantaine de représentants de travailleurs et de travailleuses réunis à Porsel d'adopter deux autres résolutions, en plus de celle sur un salaire minimum. L'une appelle à une forte mobilisation le 14 juin prochain lors de la grève féministe. Elle revendique des mesures concrètes pour une véritable égalité et une amélioration de la situation professionnelle des femmes. Une seconde résolution demande la revalorisation des métiers de l'artisanat et du second œuvre dans le cadre du renouvellement de la CCT. Durant l'Assemblée, la cosecrétaire régionale, Yolande Peisl, a confirmé son départ de la direction d'Unia Fribourg pour la fin de juin. Yannick Ferrari rejoint, comme responsable du mouvement syndical, la direction d'Unia Fribourg, aux côtés de François Clément, secrétaire régional, et de Sandra Liberati, responsable RH. ■

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL Place de la Riponne 4 · 1005 Lausanne · Tél. 021 321 14 60 · Fax 021 321 14 64 · redaction@evenement.ch www.evenement.ch **ÉDITEUR** L'Événement syndical **Syndicat Unia** **PRÉSIDENT** Yves Defferrard **RÉDACTRICE EN CHEF** Sylviane Herranz **RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE** Sonya Mermoud **ADMINISTRATEUR** Nicolas Jacot **JOURNALISTES** Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin **COLLABORATEURS RÉGULIERS** Evelynne Brun, Vincent Di Silvestro, Christophe Gallaz, Ambroise Hérítier, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald **PHOTOGRAPHES** Thierry Porchet, Olivier Vogelsang **ABONNEMENTS** 39 éditions par an. Abonnement annuel Fr. 60.- Abonnement de soutien Fr. 100.- forum@evenement.ch **Publicité** pub@evenement.ch **CONCEPTION & MISE EN PAGES** Atoll "îlots graphiques" Catherine Gavin **IMPRESSION** Pressor SA, Delémont- Tirage contrôlé 54 700 exemplaires.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33. **Granges-Longeau:** pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11. **Lyss:** le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33. Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER

Locations: veuillez vous adresser à M. et Mme Carlos et Augustina Pinto au 078 803 62 43 ou

carlosmendes614@gmail.com qui remplacent Martine Remy après 35 ans de service.

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

GROUPE DES RETRAITÉS Comité des retraités

Les réunions du comité des retraités, ouvertes à tous les membres, ont lieu tous les 2^e mardis du mois, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h. **Ouverture des secrétariats:** du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier, permanences syndicales

Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat

Vendredi de 10h à 12h.

Le Locle

Ouverture du secrétariat

Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h au 0848 203 090.

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS Secrétariat de Delémont

Téléphone: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30; vendredi de 9h à 11h30 au 0848 421 600.

Delémont, rue de la Jeunesse 2, 2^e étage: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

ANNONCES



Le nouveau podcast vidéo d'Unia pour les employé-e-s de l'industrie
Découvrez-le ici!

FORMATIONS UNIA GENÈVE GRÈVE DES FEMMES 2023

DROIT DES FEMMES AU TRAVAIL CAS PRATIQUES
Samedi 6 mai de 10h à 13h

- Je suis harcelée par mon collègue de travail, que puis-je faire ?
- Mon enfant est malade, ai-je le droit de m'absenter du travail ?
- Je gagne un salaire moins élevé que celui de mon collègue de sexe masculin, que puis-je faire ?
- Je suis licenciée au retour de mon congé maternité, quels sont mes droits face à mon employeur ?

Si vous souhaitez obtenir la réponse à ces questions et en connaître davantage sur vos droits en lien avec votre travail, le service juridique du syndicat Unia vous invite chaleureusement à suivre une formation destinée à toutes les personnes souhaitant s'informer sur leurs droits en lien avec des situations pouvant viser en particulier les femmes sur leur lieu de travail. Des situations concrètes seront présentées et débattues. La formation aura lieu en français, espagnol, portugais et albanais.

Formations ouvertes à toutes et tous (membres et non membres)
Lieu: au syndicat Unia – chemin de Surinam 5, Genève

Pour plus d'information et inscription:
Pablo Guscetti - pablo.guscetti@unia.ch

ANTIQUAIRE ACHÈTE AU MEILLEUR PRIX

- | | | | |
|------------------------|-----------------------|--|-----------------------|
| • Manteaux de fourrure | • Verre en cristal | | |
| • Meubles anciens | • Service à vaisselle | | |
| • Machine à coudre | • Tableaux... | | • Pièces de monnaie |
| • Cuivre et étain | • Tapis, tapisseries | | • Disque vinyle |
| • Briquets, stylos... | • Robe de soirée | | • Bibelot, décoration |
| • Montres et bijoux | • Vins, champagne | | • Poste de radio... |

N'hésitez pas à me contacter pour une expertise rapide et efficace

Georges Heitzmann

Succession et déplacement 7/7

Déplacement gratuit dans toute la Suisse romande

078 305 15 89

RANA PLAZA, SYMBOLE DE L'EXPLOITATION LIÉE À LA FAST-FASHION

Il y a 10 ans, plus de 1 100 personnes mouraient dans l'effondrement de l'usine Rana Plaza au Bangladesh. Malgré des progrès dans la sécurité, les salaires restent misérables

Aline Andrey

«**N**os souvenirs sont noyés sous des milliards de larmes.» Ces quelques mots sont inscrits sur une stèle érigée sur le lieu du drame: le 24 avril 2013, 1138 personnes étaient tuées et plus de 2000 blessées dans l'effondrement du Rana Plaza. Ce jour-là, à Dhaka au Bangladesh, dans le bâtiment de huit étages, des ouvrières (la grande majorité des effectifs) et des ouvriers travaillaient dans cinq usines textiles pour une trentaine d'enseignes de mode internationales. A la suite de cette tragédie historique, sociétés et gouvernements avaient promis de meilleures conditions de travail, ainsi qu'un fonds d'indemnisation pour les victimes. Dix ans plus tard, malgré des avancées, on est loin du compte, selon Public Eye, qui a porté la Campagne Clean Clothes (CCC) en Suisse. De surcroît, les personnes inculpées de meurtre pour avoir forcé les employés à travailler ce jour-là, malgré de récentes fissures apparues sur l'immeuble, n'ont toujours pas été jugées... Les indemnisations ont été insuffisantes, calculées en fonction des salaires de l'époque, qui se montaient à quelque 30 francs par mois, et les frais des traitements médicaux n'ont pas été complètement pris en charge. Or,

nombre de victimes ont toujours besoin d'un suivi médical et psychologique. «J'ai seulement reçu l'équivalent de 423 dollars d'indemnisation. J'ai perdu ma jambe. Je ne trouve donc plus de travail...» témoigne Nilufa, couturière rescapée, dans le magazine *Public Eye*. Si le salaire minimum a été augmenté en 2018 à 8000 takas (70 francs environ) par mois, il n'est toujours pas suffisant pour vivre décemment. Et cela d'autant moins avec l'inflation galopante dans le pays. Les syndicats revendiquent 22 000 à 25 000 takas (environ 200 francs), l'ONG Asian Floor Wage estime que le revenu minimum devrait se monter à 53 000 takas (450 francs) pour subvenir aux besoins de base.

SUISSE PASSIVE

La tragédie du Rana Plaza constitue toutefois un tournant dans l'industrie textile. Public Eye souligne une prise de conscience chez certains consommateurs, de plus en plus nombreux à vouloir se vêtir de manière éthique. Juste après le drame, les pays du G7 ont reconnu que «la nécessité de rendre les chaînes d'approvisionnement durables sur les plans social et écologique» était de la «responsabilité des gouvernements et des entreprises». En matière de sécurité des bâtiments et de trans-



Le 24 avril dernier, à Berne, une commémoration a réuni plusieurs organisations, dont Public Eye, Solidar et une délégation d'Unia, en mémoire des 1138 personnes décédées et des plus de 2000 blessés à la suite de la catastrophe du Rana Plaza.

parence, le premier accord juridique contraignant visant la protection de la santé et la sécurité des employés a été conclu entre quelque 200 enseignes et des syndicats internationaux (Industrial et Uni Global Union) et locaux. L'Accord du Bangladesh s'applique ainsi à quelque 1600 fabriques qui emploient plus de 2,5 millions de personnes dans le pays. Etendu récemment au Pakistan, il a permis d'importantes améliorations, selon Public Eye, qui s'insurge cependant contre la non-remise en question du «modèle d'affaires de la *fast-fashion*, basé sur l'exploitation». «Au contraire: l'avènement de la mode ultra-éphémère accroît encore la pression sur les travailleuses et

les travailleurs», précise l'ONG dans un communiqué. Unia regrette, de son côté, qu'en Suisse «seuls Coop, Migros, Tally Weijl et Triumph ont signé cet accord». Et ce alors que «le modèle d'affaires du secteur n'a guère évolué: pratiques d'achat abusives, conditions de travail précaires, répression des syndicats, salaires de misère et gaspillage des ressources». Public Eye dénonce aussi la passivité de la Suisse dont «les pouvoirs politiques refusent de légiférer afin d'encadrer ce secteur problématique aux niveaux social et environnemental»; alors que l'Union européenne, elle, a pris les devants sur le plan législatif avec sa stratégie pour le secteur du textile.

Public Eye, comme d'autres organisations, telle Unia, demande donc des mesures concrètes contraignantes: les marques et les détaillants qui commercialisent des vêtements en Suisse doivent s'engager pour le versement d'un salaire vital dans la production et publier des informations transparentes sur leurs chaînes d'approvisionnement. Et l'ONG d'ajouter: «La Suisse doit aussi ratifier les deux nouvelles normes fondamentales de l'OIT (Organisation internationale du travail) sur la sécurité et la santé au travail, ainsi que sur les prestations en cas d'accidents du travail.» ■

«Les droits des travailleurs font l'objet d'une attaque en règle en Ukraine»

La fédération internationale Industrial se démène pour défendre les salariés ukrainiens dont les droits et la protection sont remis en cause des deux côtés de la ligne de front. Interview

Propos recueillis par Jérôme Béguin

Le 13 avril, des responsables d'Industrial, la fédération internationale des syndicats actifs dans l'industrie à laquelle est affiliée Unia, ont rencontré des représentants de treize syndicats ukrainiens dans la ville polonaise de Lancut. Quel était le but de cette réunion? Et quels ont été les sujets de discussion? Réponses de Kemal Ozkan, secrétaire général adjoint d'Industrial Global Union.

Quels étaient les objectifs de cette réunion avec les syndicats ukrainiens?

Nous avons treize syndicats affiliés en Ukraine. Ces organisations jouent un rôle important pour l'économie et la vie sociale, car le secteur manufacturier, l'énergie et les mines forment la colonne vertébrale de l'économie ukrainienne. Nous avons organi-

sé cette réunion, en association avec notre fédération européenne, Industrial Europe, pour échanger, pour discuter des violations des droits humains et des droits des travailleurs dans les territoires occupés par la Russie, mais aussi en Ukraine, ainsi que de la stratégie à adopter pour améliorer les droits des travailleurs dans le cadre de la candidature de l'Ukraine à l'UE et planifier des actions syndicales.

Vous évoquez des violations des droits des travailleurs dans les zones occupées par les forces russes, de quoi s'agit-il?

Il y en a beaucoup. Certains des adhérents de nos syndicats affiliés ont subi une violation de leur liberté d'association en étant contraints, sous la pression des autorités de la Fédération de Russie ou des nouvelles directions russes des établissements, de dénoncer leur affiliation à un syndicat ukrainien et d'adhérer à un syndicat russe. Il y a aussi un aspect de travail forcé puisque des salariés ont été empêchés de quitter leur emploi et obligés de rester au travail par le pouvoir russe ou les nouvelles directions sans le consentement. Dans la centrale nucléaire de Zaporijia, les travailleurs continuent de subir des pressions pour signer de nouveaux contrats avec une société basée à Moscou, Rosatom. La violation de la liberté d'association et le travail forcé constituent une violation des droits hu-

ains. Pour documenter ces violations, nous coopérons avec la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine, qui est une agence des Nations Unies, et avec l'Organisation internationale du travail. Enfin, il faut évoquer l'environnement au travail. Certains salariés sont exposés à des risques, à des frappes ou à l'explosion de mines, et contraints de travailler dans des situations dangereuses et malsaines. Lorsque les infrastructures et les espaces de travail sont endommagés, les prescriptions de santé au travail ne sont pas suivies. Nous voulons rapporter toutes ces violations pour placer les forces russes face à leurs responsabilités. L'armée russe s'est rendue responsable de toute une série de crimes et de violations des droits humains, y compris des droits des travailleurs et, à la fin, il doit y avoir un processus de justice. Cela a fait partie de nos échanges à Lancut. C'est important pour les syndicats ukrainiens, car ils n'ont que peu d'opportunités de protéger leurs adhérents. Nous essayons d'utiliser les leviers internationaux pour aider ces travailleurs-là.

Est-ce que des violations des droits des travailleurs sont également constatées dans la partie ukrainienne?

Tout à fait. Malheureusement, les droits des travailleurs font l'objet d'une attaque en règle en Ukraine. Le Parlement et le gouvernement ont choisi de modifier l'ensemble de la législation

du travail contre l'intérêt des travailleurs. L'Ukraine a besoin de paix, de dialogue et de l'implication de tous les secteurs de la société, en particulier les travailleurs et les syndicats. Réformer la législation du travail sans tenir compte de l'avis des syndicats est un précédent extrêmement négatif. Si l'Ukraine a obtenu le statut de pays candidat à l'UE, l'agenda social du gouvernement et du Parlement va dans la direction opposée au modèle social européen. Diluer, voire effacer les droits fondamentaux, démolir la base du dialogue social d'un pays, ce n'est pas bon. Nous avons beaucoup d'échanges avec les autorités internationales pour plaider la conditionnalité sociale aux investissements et l'adhésion à l'UE. Nous avons donc deux agendas: le premier pour protéger les travailleurs dans les territoires occupés par les forces russes et le second pour essayer de mener la lutte avec les syndicats ukrainiens pour protéger les droits des travailleurs dans l'autre partie de l'Ukraine.

Est-ce que vous avez des contacts avec les syndicats russes pour protéger les travailleurs dans les zones occupées?

Les syndicats russes ont été suspendus de la participation aux activités de notre organisation. Cette décision a été prise par notre comité exécutif lorsque la guerre a commencé, parce que la principale centrale syndicale a déclaré son soutien à la guerre. Cela

nous pose problème dans la mesure où le mouvement syndical international défend des valeurs universelles de paix et de démocratie, ainsi que les droits humains fondamentaux. Nous restons toutefois en communication avec les syndicats russes. L'objectif principal est de comprendre la situation. Beaucoup d'entreprises ont été affectées par la guerre, nombre de travailleurs doivent en payer la facture par leurs emplois et leurs salaires. Mais nous ne pouvons pas parler des territoires occupés avec eux car, par principe, nous sommes opposés à cette occupation.

Est-ce que vous demandez un cessez-le-feu?

Nous demandons la paix immédiatement. Les premières victimes sont la population et les travailleurs, nous n'avons aucun intérêt dans la guerre. Les territoires des pays doivent être respectés et les problèmes résolus par le dialogue, non par la guerre. Nous exprimons notre solidarité avec tous les peuples, les travailleurs et les syndicats d'Ukraine. La recherche de la paix et de la démocratie est une valeur fondamentale du mouvement syndical et une condition essentielle pour garantir la sécurité, la justice sociale, les droits des travailleurs et de l'homme. Notre mouvement syndical fait partie du mouvement pour la paix dans le monde entier. Nous voulons et exigeons la paix, maintenant, sans délai. ■



«Nous exprimons notre solidarité avec tous les peuples, les travailleurs et les syndicats d'Ukraine» a souligné Kemal Ozkan, secrétaire général adjoint d'Industrial Global Union.

LES RACINES DU RISQUE FATAL CHEZ CREDIT SUISSE

L'historien Sébastien Guex analyse l'effondrement de la banque, soulignant «qu'on paie la soif de risques et une culture pourrie, typique d'une place financière depuis toujours attirée par l'argent sale»



Le rachat de Credit Suisse par UBS a été effectué en bénéficiant du soutien du Conseil fédéral et de la BNS à hauteur de 259 milliards de francs.

OLIVIER VOGELSANG

Propos recueillis par Federico Franchini

Professeur Sébastien Guex, le 19 mars dernier, la conférence de presse réunissant le Conseil fédéral, la Banque nationale, la Finma, ainsi que Credit Suisse et UBS, avait quelque chose de symbolique. Qu'en avez-vous pensé?

Si la crise de Credit Suisse, liée à ses nombreux scandales, était fort prévisible, je n'avais pas imaginé cette solution. Je me suis dit que la bourgeoisie suisse finirait par sauver Credit Suisse, parce que la banque a été pendant plus d'un siècle le vaisseau amiral de la flotte suisse, le symbole de la place financière nationale et des élites économiques helvétiques, zurichoises notamment. Or, finalement, le Conseil fédéral a fait le choix de liquider Credit Suisse en l'offrant, littéralement, à UBS. C'est un symbole fort.

Faisons un pas en arrière. Dans quel contexte est né Credit Suisse?

Nous sommes en 1856. La guerre du Sonderbund, en 1847, avait fait naître un Etat beaucoup plus centralisé, dominé par les milieux industriels et commerciaux. Cette bourgeoisie voulait maintenir le rôle de la Suisse comme lieu de transit et de commerce à un niveau européen. Il y avait pourtant un problème: la construction des chemins de fer en Europe risquait de contourner la Confédération et ainsi de l'isoler. Il fallait donc construire rapidement des chemins de fer en Suisse et, pour ce faire, d'énormes capitaux étaient nécessaires. Ainsi, pour attirer cet argent, notamment des capitaux étrangers, on avait besoin d'un grand institut bancaire capable d'inspirer suffisamment confiance pour emprunter les fonds nécessaires à la réalisation des chemins de fer. Voilà donc la création de Credit Suisse.

L'image de la banque est liée à Alfred Escher, une figure qui incarnait le pouvoir économique et politique de l'époque. Qui était-il?

Alfred Escher était un homme qui avait réussi à se mettre dans tous les lieux de pouvoir, à la fois politique, économique, culturel et symbolique. Un document l'atteste clairement: celui concernant la construction de la principale ligne de chemins de fer suisse de l'époque. Le document comporte plusieurs signatures parmi lesquelles un nom domine: Alfred Escher, président du Conseil d'Etat

zurichois, président du conseil d'administration de la société promotrice, Schweizerische Nordostbahn, président de la banque qui finance la construction, Credit Suisse, et président du Conseil national. L'incarnation du pouvoir, un *Bundesbaron*, un baron de la Confédération, comme l'appelaient ses opposants politiques.

Au début, Credit Suisse était très lié à l'industrialisation de la Suisse. Y a-t-il d'autres exemples au-delà des chemins de fer?

Oui, la banque va créer une société d'assurance, la Rentenanstalt, aujourd'hui Swiss Life. Elle va aussi créer plusieurs sociétés financières en partenariat dont la plus connue est Elektrobank. Celle-ci accordera des crédits à des entreprises de production d'électricité à l'étranger à condition que ces sociétés commandent leur matériel électrique à Brown Boveri, aujourd'hui ABB, ou à d'autres entreprises suisses de production de matériel électrique.

Quand la banque commence-t-elle à se spécialiser dans la gestion de fortune des riches étrangers?

Il y a un moment très important qui est la guerre franco-allemande de 1870-1871. Ce conflit a poussé beaucoup de Français et d'Allemands à transférer leur fortune en Suisse. Tout à coup, Credit Suisse et les autres banques helvétiques réalisent qu'elles peuvent faire beaucoup de profits dans ce secteur, sur lequel elles décident de se focaliser: la gestion de la fortune de la bourgeoisie et de l'aristocratie internationales. Cette volonté a des conséquences très importantes.

Lesquelles?

Les dirigeants de Credit Suisse et des milieux bancaires en général vont œuvrer dans le sens de la transformation de la Suisse en paradis fiscal international. Afin de favoriser le créneau très rentable de la gestion de fortunes étrangères frauduleuses, les banques vont faire pression pour transformer la législation suisse. Cela est fondamental pour comprendre l'évolution de la place financière suisse au cours du XX^e siècle et la crise actuelle.

Quelle a été alors la réaction des Etats étrangers?

En 1907, le Gouvernement français veut obtenir de la Suisse la signature

d'un traité international pour que les autorités fiscales puissent se renseigner les unes les autres. La Suisse refuse cette proposition qui aboutira seulement 110 ans plus tard avec l'introduction de l'échange automatique d'informations. Face au *niet* de la Confédération, la France va durcir le ton. En 1932, quatre cadres d'une des grandes banques suisses de l'époque - la Basler Handelsbank - sont arrêtés à Paris avec des listes de comptes et de noms où figurent des politiciens, des industriels ou des militaires. Les autorités françaises bloquent les avoirs de la banque en France et demandent la liste des clients à la Suisse, un peu comme les Etats-Unis l'ont fait plus récemment avec UBS. La banque hésite à accepter la requête française pour pouvoir continuer à travailler en France, mais si elle avait autorisé le transfert des noms, le paradis fiscal suisse aurait perdu beaucoup de sa crédibilité. Le Conseil fédéral et la Banque nationale suisse ont donc exercé une grande pression vis-à-vis de la Basler Handelsbank pour l'empêcher de livrer cette liste. La banque suivra ces consignes, mais elle sera si affaiblie qu'elle disparaîtra une dizaine d'années plus tard.

Le secret bancaire n'était-il pas encore inscrit dans la loi à ce moment-là?

Non, c'est justement à la suite de cette affaire que, en 1934 sous l'impulsion des milieux bancaires, le Parlement suisse adopte le fameux article 47 qui bétonne le secret bancaire dans la loi. A partir de ce moment, les gouvernements étrangers ne pourront plus faire pression sur les dirigeants bancaires suisses pour qu'ils livrent des noms, car cette démarche entraînerait une violation de la loi suisse. D'un point de vue du droit international, on ne peut pas demander à un citoyen de violer la loi de son propre pays.

Ainsi la Suisse devient un paradis fiscal. Ce n'est pas seulement l'argent de la fraude qui arrive dans nos frontières, mais aussi celui du crime. Comment l'expliquez-vous?

Au niveau international, la place financière suisse est un leader incontestable dans la gestion de fortunes étrangères. Il n'y a presque pas de concurrence dans ce secteur qui est très rentable, notamment quand il s'agit d'argent gris ou noir. Mais à

l'intérieur de la Suisse, les banques sont en concurrence les unes avec les autres. Il y a plusieurs grandes banques, des banques privées ainsi que d'importantes banques cantonales. Pour faire face à cette concurrence et gagner plus de clients, les banques doivent prendre plus de risques. Conséquence: elles vont être moins regardantes face à l'argent du crime. De ce fait, la Suisse devient un pays refuge non seulement pour les capitaux étrangers cherchant à échapper à leur fisc national, mais devient aussi un centre de blanchiment d'activités illicites et criminelles.

Cette concurrence est-elle responsable des scandales qui ont touché la place financière ces dernières décennies?

Cette concurrence mène à une spirale dangereuse. Les banques jouent un jeu dangereux où il est question de s'approcher d'une ligne rouge sans jamais la dépasser et sans jamais savoir exactement où elle se trouve. En risquant par ailleurs de mettre en péril non seulement sa propre banque, mais aussi toute la place financière suisse.

Un des scandales les plus connus a été celui de Chiasso. Credit Suisse accusait alors une perte de 250 millions de francs à cause d'opérations non autorisées au sein de sa filiale tessinoise et liées à la fuite de capitaux italiens et leur blanchiment. Credit Suisse avait-il franchi la ligne rouge?

Il faut analyser cela dans cette dynamique de concurrence. Credit Suisse a été la principale banque suisse jusqu'à la Première Guerre mondiale. Durant l'entre-deux-guerres, elle est en concurrence avec les Bâlois de SBS. A partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, un nouvel acteur très agressif et qui s'approche très près de la ligne rouge, apparaît: UBS. Avec ce troisième concurrent, Credit Suisse commence à prendre des risques un peu plus grands, jusqu'au scandale de Chiasso.

Quel parallèle tirer avec ce qui se passe actuellement?

Dans les décennies qui suivent, Credit Suisse reste tranquille, mais c'est UBS qui franchit la ligne rouge en 2008. A partir de ce moment, UBS devient plus prudent et Credit Suisse commence à devenir de plus en plus agressif. On le voit par exemple avec

les «Suisse secrets», d'où émergent des dizaines d'exemples de clients problématiques pour lesquels la banque a fermé les yeux. Ils se sont approchés de plus en plus de cette ligne rouge. La banque l'a même dépassée, comme le montrent les grands scandales qui l'ont touchée et qui l'ont finalement menée à sa chute.

Il y a eu des scandales liés à des clients criminels, mais aussi des investissements très risqués. Comment l'expliquez-vous?

Si vous êtes spécialisé dans la fraude fiscale internationale et dans le blanchiment d'argent, vous avez des sommes énormes sous gestion. Il faut donc pouvoir investir cet argent. C'est ainsi qu'intervient la banque d'investissement qui choisit où placer l'argent, souvent dans une dynamique de spéculation à haut risque. Déjà après la Seconde Guerre mondiale, les banques suisses se sont développées de plus en plus comme des banques d'affaires, un secteur également très concurrentiel et qui peut rapporter énormément d'argent. On peut dire que Credit Suisse a cumulé les deux risques: celui sur l'origine de l'argent et celui sur les investissements. Les scandales sont survenus dans ces deux domaines et, cumulés, ont détruit la réputation de l'établissement.

Après la crise d'UBS en 2008, la politique a essayé d'améliorer les dispositifs pour empêcher de telles situations. Tout a été inutile...?

Ils ont durci les critères de liquidité et c'est tout. Le jour avant la fusion forcée de Credit Suisse avec UBS, tout le monde disait que Credit Suisse n'avait aucun souci de liquidité. Encore une fois, le problème ne se situe pas là. Il se situe dans la culture du risque. Il ne fallait pas être devin pour voir que celle de Credit Suisse était pourrie, comme l'a récemment déclaré le banquier Thierry Lombard. Une culture pourrie donc et, j'ajouterais, structurelle inhérente à la place financière suisse. Cela pourrait être contrôlé par exemple en donnant beaucoup plus de moyens à la Finma, mais alors on mettrait en danger l'ensemble de la place financière et son modèle. Le modèle du paradis fiscal suisse. ■

Article paru dans *Area*, le 7 avril 2023.